

STATUTS OFFICE DE TOURISME COMMUNAUTAIRE MÉDOC ATLANTIQUE

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : OBJET

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique se voit confier la responsabilité d'assurer les missions de service public telles que définies par l'article L. 133-3 du Code du Tourisme. A ce titre :

- Il assume l'accueil et l'information des touristes ainsi que la promotion touristique de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, en coordination avec le Parc Naturel Régional Médoc, l'Agence Départementale du Tourisme de la Gironde, le Comité Régional du tourisme et le GIE Atout France.
- Il contribue à coordonner les différents acteurs du développement touristique communautaire
- Il peut être chargé, par le Conseil communautaire de Médoc Atlantique, de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations.
- Il peut commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre Ier du livre II du Code du Tourisme.
- Il doit être obligatoirement consulté sur les projets d'équipements collectifs touristiques.

Les missions confiées à l'Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique et les moyens mis à sa disposition pour l'exécution de ses missions sont précisés par le biais d'une convention d'objectifs et de moyens signées entre la Communauté de Communes Médoc Atlantique et l'Office de Tourisme Communautaire.

TITRE II - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ARTICLE 1 : ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE TOURISME

Conformément à la réglementation, l'Office de Tourisme est administré par un Comité de Direction et géré par un Directeur.

ARTICLE 2 : LE COMITE DE DIRECTION

Alinéa 1 – Nombre de membres

Le Comité de Direction comprend 34 membres répartis en 3 collèges comme suit :

- 18 sièges pour les représentants de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, élus en son sein par le Conseil Communautaire et respectant la répartition suivante :
 - 4 Conseillers communautaires titulaires et 1 suppléant, issus de la commune de Lacanau
 - 3 Conseillers communautaires titulaires et 1 suppléant, issus de la commune de Soulac sur Mer
 - 2 Conseillers communautaires titulaires et 1 suppléant, issus de la commune de Hourtin
 - 2 Conseillers communautaires titulaires et 1 suppléant, issus de la commune de Carcans-Maubuisson

- 1 Conseiller communautaire titulaire et 1 suppléant, issu de la commune de Le Verdou-sur-Mer
 - 1 Conseiller communautaire titulaire et 1 suppléant, issu de la commune de Grayan et l'Hôpital
 - 1 Conseiller communautaire titulaire et 1 suppléant, issu de la commune de St Vivien de Médoc
 - 4 Conseillers communautaires titulaires et 1 suppléant issus des communes non pourvues de bureau d'information touristique
- 10 sièges pour les représentants désignés sur proposition du bureau communautaire des socioprofessionnels du tourisme du territoire de la Communauté de Communes en respectant la répartition suivante :
 - 2 représentants des hôteliers de plein air
 - 1 représentant des villages de vacances, résidences de tourisme et résidences locatives
 - 1 représentant des prestataires d'activités de loisirs, culturelles et patrimoniales
 - 1 représentant des prestataires d'activités physiques de pleine nature
 - 1 représentant des hôteliers
 - 1 représentant des loueurs de meublés
 - 1 représentant des agences immobilières
 - 1 représentants des restaurateurs et commerçants
 - 1 représentant des viticulteurs
 - 6 sièges pour les personnes qualifiées dans le domaine du tourisme désignées sur proposition du bureau de la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

Alinéa 2 - Durée des mandats

Les conseillers communautaires membres du Comité de direction sont élus par le Conseil de Communauté pour la durée de leur mandat.

Le mandat des représentants des socioprofessionnels du tourisme est d'une durée identique à celui des conseillers communautaires.

Le mandat des personnes qualifiées dans le domaine du tourisme est d'une durée identique à celui des conseillers communautaires.

Alinéa 3 - Fin anticipée du mandat d'un membre

La radiation d'un membre peut être prononcée par le Comité de Direction, le membre intéressé ayant été appelé à présenter sa défense.

En cas de vacance, par décès, démission, exclusion ou fin de mandat d'un membre, le Comité de direction de l'EPIC pourvoit à son remplacement conformément à l'alinéa 1 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

En cas de dissolution, changement d'objet et/ou statuts d'un organisme représenté au sein du Comité de direction de l'Office de Tourisme, le Comité de direction de l'EPIC pourvoit à son remplacement conformément à l'alinéa 1 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

Alinéa 4 - Mode de fonctionnement

Le Comité élit un Président et 2 Vice-présidents parmi ses membres.

Hormis la présidence de la séance du Comité de Direction en cas d'empêchement du Président, les Vice-présidents ne peuvent exercer d'autres pouvoirs que ceux qui leur ont été délégués par le Président.

Le Comité de Direction se réunit au moins 6 fois par an. Il est en outre convoqué chaque fois que le Président le juge utile, ou sur demande de la majorité de ses membres en exercice.

Les convocations sont faites par le Président, qui est également chargé d'arrêter l'ordre du jour. Elles sont adressées par mail au moins 8 jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président.

Le Directeur de l'établissement public assiste au Comité de Direction avec voix consultative.

Il tient le procès-verbal de la séance qu'il soumet au Président avant l'expiration du délai de 15 jours.

Le cas échéant le Directeur pourra être accompagné de toute personne qualifiée concernée par l'ordre du jour. Les séances du Comité de Direction ne sont pas publiques. Le Président peut appeler à siéger avec voix consultative toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

Lorsqu'un membre du Comité de Direction appartenant aux collèges des socioprofessionnels du tourisme ou des personnes qualifiées fait connaître qu'il ne pourra pas siéger à une séance à laquelle il a été convoqué, il donne pouvoir à un autre membre du même collège.

Lorsqu'un membre du Comité de Direction appartenant au collège des élus communautaires fait connaître qu'il ne pourra pas siéger à une séance à laquelle il a été convoqué, il prévient son suppléant pour qu'il le remplace et, en cas d'absence de ce dernier, il peut donner pouvoir à un autre membre du même collège.

Dans tous les cas, un seul pouvoir ne peut être reçu par membre.

Le Comité de Direction ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance dépasse la moitié de celui des membres en exercice. Lorsque le quorum n'a pas été atteint après une première convocation, il est procédé à une deuxième convocation à huit jours d'intervalle au moins.

Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables, quel que soit le nombre de présents.

Les délibérations du Comité de Direction sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité de Direction peut constituer des commissions de travail auxquelles sont susceptibles de participer des personnalités qualifiées extérieures à l'Office de Tourisme. Elles sont présidées par un membre du comité.

Les membres du Comité de Direction de l'Office de Tourisme ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité.

Alinéa 5 - Attributions

Le Comité de Direction délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique, et notamment sur :

- Le budget des recettes et des dépenses de l'office ;
- Le compte financier de l'exercice écoulé ;
- La fixation des tarifs des services et prestations proposés et commercialisés par l'Office de Tourisme ;
- La fixation des effectifs minimums du personnel et le tarif de leurs rémunérations ;
- Le programme annuel d'actions.

Toute question relative à la mise en œuvre des missions de l'Office de Tourisme telles que définies à l'article Ier -Titre I des présents statuts.

Suivant l'article L133-9 du Code du tourisme, le Comité de Direction sera amené à délibérer sur les projets d'équipements touristiques collectifs. Il pourra également délibérer sur toutes autres questions qui lui seront soumises pour avis par le Conseil Communautaire Médoc Atlantique.

Les marchés de travaux, fournitures et services sont soumis aux règles applicables du code des marchés publics.

ARTICLE 3 : LE DIRECTEUR

Alinéa 1 - Statut

Le Directeur assure le fonctionnement de l'EPIC sous l'autorité et le contrôle du Président.

Il est nommé par le Président, après avis du Comité de Direction. Il ne peut être Conseiller Communautaire.

Le statut du Directeur est régi par les dispositions du Code du Tourisme (articles R133-I I à 13) et par le Code Général des Collectivités Territoriales C.G.C.T. notamment dans ses articles R. 2221-22 à 29.

Alinéa 2 - Attributions

Le Directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Comité de Direction, le fonctionnement de l'établissement public. A cet effet :

- il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité de Direction,
- il exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions ci-après concernant l'agent comptable,
- dans la limite des inscriptions budgétaires, il recrute et licencie le personnel nécessaire, avec l'accord du Président,
- il est l'ordonnateur de l'établissement public, et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Le Directeur peut signer, par délégation du Président et en exécution des décisions du Comité de Direction, tous actes, contrats, traités et marchés.

Le Directeur fait chaque année un rapport sur l'activité de l'établissement public, qui est soumis au Comité de Direction par le Président, puis au Conseil de Communauté.

ARTICLE 4 : LE BUREAU

Alinéa 1 – Composition

Il est composé du Président, de deux Vice-Présidents et de deux représentants du comité de direction, que ce dernier désigne en son sein parmi ses membres. L'équipe de direction de l'Office de Tourisme assiste aux réunions du bureau

Alinéa 2 - Mission

Le bureau a pour mission de préparer l'ordre du jour, étudier les rapports des comités de direction et assister, en tant que de besoin, la direction de l'office de tourisme dans la gestion courante de l'office de tourisme.

Alinéa 3 – Fonctionnement

Le bureau se réunit en tant que de besoin, sur convocation du président, comprenant un ordre du jour, adressée par courriel aux membres du bureau au moins 3 jours francs avant la date de la réunion.

ARTICLE 5 : LE PERSONNEL

Les agents de l'établissement public autres que le Directeur, l'agent comptable et le personnel sous statut de droit public mis à disposition, relèvent du droit du travail, c'est-à-dire des conventions collectives régissant les activités concernées.

TITRE III - BUDGET ET COMPTABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC**ARTICLE 1 : BUDGET**

Le budget de l'EPIC comprend, notamment, en recettes le produit :

- des subventions
- des souscriptions particulières et d'offres de concours
- de la taxe de séjour
- de toute taxe que le Conseil Communautaire aura décidé de lui affecter
- des dons et legs
- des recettes provenant de la gestion de services et autres installations (vente des produits vendus en boutique, organisation de marchés, de visites...).

Le budget de l'E.P.I.C. comporte, notamment, en dépenses :

- les frais d'administration et de fonctionnement.
- l'ensemble des frais nécessaires à la bonne réalisation des missions confiées comme définies à l'Article 1 - Titre I des présents statuts

Le budget préparé par le Directeur est présenté par le Président au Comité de Direction qui en délibère avant le 15 mars.

En fin d'exercice, le Directeur présente le rapport d'activité avant le 31 mai accompagné du compte financier et de ses annexes. Le compte financier comprend les éléments prévus à l'article R.2221-51 du Code Général des Collectivités Territoriales C.G.C.T. Le Comité de Direction délibère sur ce rapport et ses annexes. Le compte, affirmé sincère et véritable, daté et signé par le comptable, est présenté au juge des comptes, conformément à l'article R.2221-52 du C.G.C.T.

Le budget et les comptes de l'Office de Tourisme, après délibération du Comité de Direction, sont soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

En vertu de l'article R 133-15 du Code de Tourisme, si l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, saisi à fin d'approbation du budget, n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trente jours, le budget est considéré comme approuvé.

Par ailleurs, l'article R 133-16 du Code de Tourisme, le compte financier de l'exercice écoulé est présenté par le président au comité de direction, qui en délibère et le transmet au conseil municipal ou à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale pour approbation.

ARTICLE 2 : COMPTABILITE

La comptabilité de l'EPIC est tenue conformément au plan comptable général.

Cette comptabilité doit permettre, notamment :

- de déterminer le montant des produits et des charges de l'exploitation ainsi que les résultats selon les différents types d'activités de l'Office de Tourisme.
- d'apprécier la situation active et passive de l'établissement.

Un inventaire, dont les résultats sont produits au juge des comptes à l'appui du compte financier, est dressé en fin d'exercice conformément aux principes du plan comptable général.

ARTICLE 3 : COMPÉTENCES DE L'AGENT COMPTABLE

Les fonctions d'agent comptable sont confiées à un comptable du trésor : le trésorier de Castelnau de Médoc.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents.

L'agent comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité avec l'aide du personnel nécessaire. Il est soumis à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics selon le décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Le Directeur peut, avec l'agrément du Comité de Direction et sur avis conforme de l'agent comptable, créer des régies de recettes et des régies d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles 3 à 14 du décret N°64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics. Les régisseurs et régisseurs suppléants sont nommés par le Directeur de l'EPIC après avis conforme de l'agent comptable.

ARTICLE 4 : INVENTAIRE

L'Office de Tourisme peut acquérir des biens meubles nécessaires à son fonctionnement. L'établissement peut recevoir des dons et legs dont l'acceptation relève du Comité de Direction.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 1 : ASSURANCES

L'Office de Tourisme est tenu, conformément à la loi, de contracter les assurances nécessaires pour garantir ses activités.

Il doit également garantir les biens mobiliers et immobiliers contre les risques de toute nature pour leur valeur réelle avec renonciation de l'assureur à tout recours contre la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

En cas de sinistre, les indemnités allouées par les compagnies d'assurances sont employées à la réfection des bâtiments et installations sinistrés.

ARTICLE 2 : CONTENTIEUX

L'EPIC est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président qui peut déléguer son pouvoir au Directeur, sous réserve des attributions propres de l'agent comptable.

Les instances judiciaires sont soutenues, en action ou en défense, après autorisation du Comité de Direction. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur peut, sans autorisation préalable du Comité de Direction et sous réserve des attributions propres à l'agent comptable, faire tous actes conservatoires ou interruptifs des délais de forclusion, prescription ou déchéance.

ARTICLE 3 : CONTRÔLE PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

D'une manière générale, la Communauté de Communes Médoc Atlantique peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'Établissement Public, effectuer toutes vérifications qu'elle juge opportunes, obtenir tout document comptable, statistique ou autre, et faire effectuer toutes vérifications qu'elle juge utile sans que le Comité de Direction ni le Directeur n'aient à s'y opposer.

La commission Promotion du territoire et animations locales de Communes, composée d'élus communautaires, se réunit au moins trois fois par an et valide les orientations stratégiques de l'EPIC.

Elle valide la mise en place du plan d'actions.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DES STATUTS

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications pour permettre notamment leur adaptation à l'évolution du contexte touristique et pour faciliter leur mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire. Ces modifications seront approuvées par le Comité de Direction dans les conditions fixées à l'Alinéa 4 - Article 2 - Titre II des présents statuts.

ARTICLE 5 : REGLEMENT INTERIEUR

Pour toute autre question se rapportant au fonctionnement et à l'administration interne de l'Office de Tourisme, l'EPIC Office de Tourisme Communautaire Médoc Atlantique peut disposer d'un règlement intérieur validé par le Comité de Direction et modifiable par ce dernier autant que besoin.

ARTICLE 6 : DISSOLUTION

La dissolution de l'EPIC Médoc Atlantique est prononcée par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Médoc Atlantique.

ARTICLE 7 : DOMICILIATION

L'Office de Tourisme fait élection de domicile à l'Office de Tourisme Médoc Atlantique - Place de l'Europe - 33680 LACANAU.